

# L'importance du capital social

Les AMP devraient prendre en compte le capital social, c'est-à-dire l'ensemble des relations, réseaux, normes et sanctions qui relient les gens et les institutions

La Déclaration adoptée le 22 janvier 2009 lors de l'atelier de Chennai sur *Les aspects sociaux des aires marines protégées - Quels avantages pour les communautés de pêcheurs ?* réclame une plus grande participation des communautés aux processus de sélection et de gestion des aires marines protégées (AMP) et plus de justice sociale dans les décisions qui déterminent la répartition des avantages que procurent ces AMP.

L'importance des aspects sociaux apparaît clairement dans une étude récente réalisée par l'auteur du présent article au Mozambique. Elle analyse la relation entre petits pêcheurs et exploitants d'entreprises touristiques qui utilisent des AMP privées ou

entre les différents utilisateurs d'une AMP (à savoir pêcheurs et industrie touristique) et les alliances conclues avec l'État peuvent servir aussi bien à soutenir l'AMP qu'à saper ses fondations. Dans le contexte de l'étude, le capital social désigne les réseaux, les normes et les sanctions qui relient les gens et les institutions, toutes choses qui ont une incidence ou bien positive ou bien négative sur le comportement des gens. Le capital social examiné dans le cas du Mozambique a une influence négative pour ce qui est de l'observation de la réglementation des AMP, et il pousse à exclure les pêcheurs locaux des avantages qu'elles génèrent.

Pour comprendre les raisons de l'échec d'une AMP, il faut avoir à l'esprit qu'une AMP c'est en fait des droits de propriété, et qu'elle se fonde sur des mécanismes, des processus sociaux (lois, règlements...) pour pouvoir fonctionner. Dans un régime de gestion basé sur des droits, on suppose d'emblée que les utilisateurs actuels des ressources marines (par exemple la communauté de pêcheurs côtiers concernée) acceptera de coopérer avec l'État une fois l'AMP mise en place avec toute sa réglementation : les nouvelles règles seront respectées et il y aura une meilleure gestion des pêcheries.

**Pour comprendre les raisons de l'échec d'une AMP, il faut avoir à l'esprit qu'une AMP c'est en fait des droits de propriété, et qu'elle se fonde sur des mécanismes, des processus sociaux (lois, règlements...) pour pouvoir fonctionner.**

publiques et compare ensuite ces AMP aux zones toujours en accès libre. Il apparaît que, si les relations entre les différents utilisateurs de la ressource et l'État ne peuvent être maintenues, alors l'AMP concernée échoue, et les ressources halieutiques sont menacées de surexploitation. Il apparaît que les AMP sont tributaires de leur dimension sociale, dont divers organismes peuvent se servir comme d'un outil pour faire un tri, c'est-à-dire favoriser certaines catégories d'utilisateurs et pénaliser d'autres dans l'affectation des avantages.

Cette étude de cas au Mozambique et la Déclaration de Chennai semblent appropriées pour des communautés de pêcheurs côtiers désireuses d'instaurer une AMP afin d'améliorer la gestion de leurs pêcheries et développer l'économie locale. L'étude montre que les relations (ou capital social)

## Traditions et coutumes

Mais de nombreuses communautés de pêcheurs ont, au fil du temps, fixé leurs propres règles et sanctions concernant les ressources halieutiques disponibles. Elles font partie des mécanismes et processus sociaux et se manifestent dans les traditions et coutumes locales. Lorsqu'on met en place une AMP, il se produit une tension entre les règles relatives aux droits des pêcheurs et la nouvelle réglementation qui accompagne l'AMP, ce qui peut générer des conflits. Les droits de propriété qui caractérisent une AMP se substituent aux droits des pêcheurs locaux et sont transférés à de nouvelles institutions,

à de nouveaux utilisateurs de la ressource : organisations non gouvernementales, entreprises touristiques... Le conflit entre droits de pêche traditionnels et AMP se manifeste par un faible niveau de capital social entre usagers de la ressource et un mauvais respect de la réglementation de l'AMP.

Dans l'étude du Mozambique, de faibles niveaux de capital social ont été observés dans les AMP, dus en partie au remplacement des droits des pêcheurs par ceux des AMP. Cela se manifestait par le peu de contacts prévus entre le secteur de la pêche et l'industrie touristique et par la médiocre observance des règles des AMP. Un second facteur venait aggraver ces tensions : des alliances politiques, source de dissensions, entre certains représentants de l'État et l'industrie touristique. Cela a été constaté dans l'influence des différents revenus générés par le tourisme dans les AMP, avec la capacité qu'ont certains de vendre l'idée que protection et exclusivité pour les touristes vont de pair. Dans le parc national marin, le tarif d'une nuitée est en moyenne de 500 dollars, comparé aux 100 dollars à l'extérieur du parc. Cela

suffisait pour que les représentants de l'État reviennent sur les accords passés pour limiter l'activité touristique et appuient au contraire des stratégies d'expansion de ce secteur. Tout cela était contraire au plan de gestion conclu entre le gouvernement et les groupes de protection de la nature qui soutenaient le projet d'AMP, et cela a exacerbé la concurrence entre touristes et petits pêcheurs pour le poisson.

Ce qui, sur le papier, apparaît comme une aire marine protégée et participera donc à la protection des ressources halieutiques et bénéficiera à l'économie locale, est en réalité un projet miné par un développement touristique insatiable et non durable. Du coup, les petits pêcheurs et les groupes écologistes se sentent exclus du processus de gestion au fur et à mesure que les liens se renforcent entre l'industrie touristique internationale et le gouvernement.

Quand on analyse les AMP à la lumière du concept de capital social, on comprend mieux les facteurs contextuels (temporels et spatiaux) qui agissent pour saper ou maintenir une AMP. Tout comme d'autres formes de capital, le capital social peut être utilisé par certains pour faire des

CORNELIE QUIST



Pêcheurs du Mozambique. Dans la pratique, les AMP procurent peu d'avantages aux pêcheurs locaux.

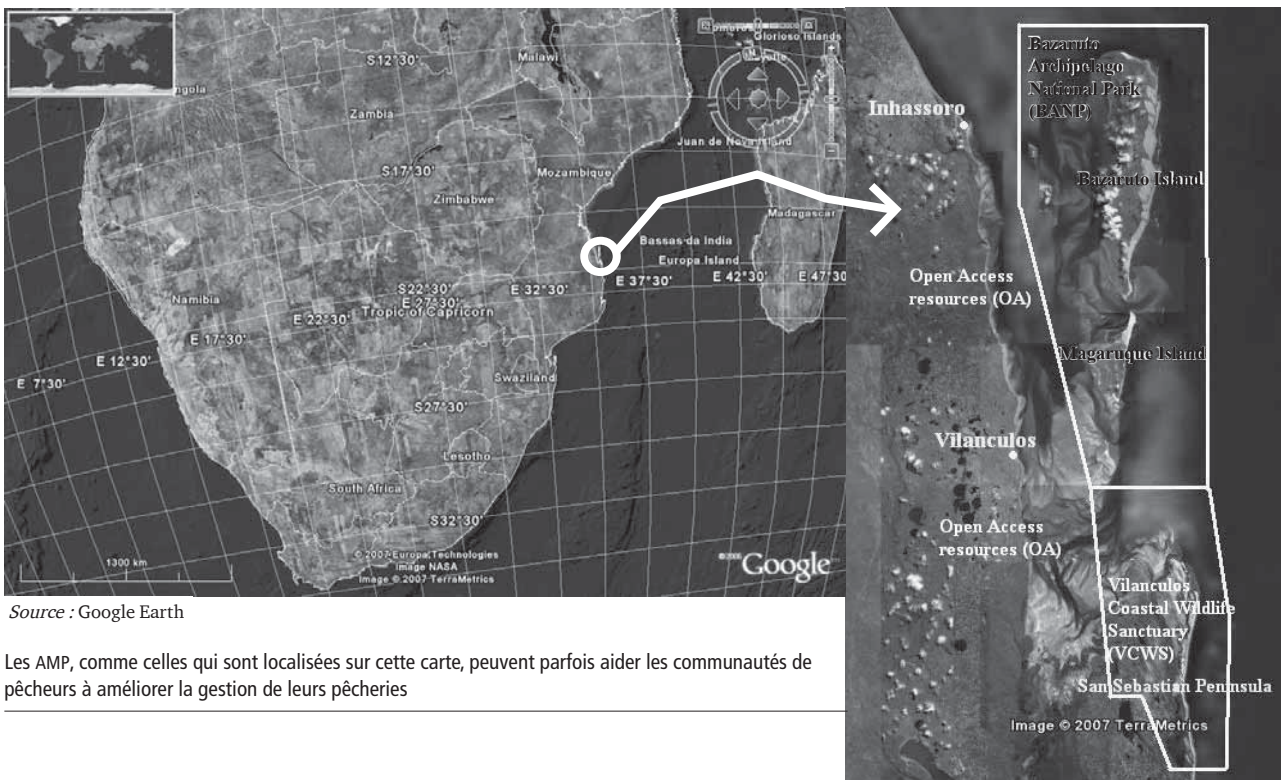
choses collectivement au profit de tous. Il s'agit habituellement de relations, de liens qui aident les gens d'une communauté à coopérer et à gérer une ressource qu'ils utilisent en commun. Ces liens et ces réseaux ont contribué à façonner des traditions et des coutumes qui, au fil du temps, ont été utilisées par ces populations pour encadrer l'accès aux pêcheries et leur exploitation.

Le capital social est de plusieurs natures : affectif proche (*bonding*), relationnel élargi (*bridging*), déterminant les conduites et relations de confiance au sein de groupes restreints et semblables, et instrumentel (*linking*). Ce dernier type désigne des relations en dehors du groupe habituel d'amis et de communautés ayant des affinités, donc entre gens et institutions de provenance et de cultures dissemblables, de ressources et de niveaux hiérarchiques différents. Il nous aide à comprendre le fonctionnement des AMP, en particulier les AMP où il y a plusieurs catégories d'utilisateurs. L'étude du Mozambique concernait essentiellement le capital social instrumental (*linking*) : liens transversaux entre pêcheurs artisans, exploitants d'entreprises touristiques, organismes de gestion d'AMP et liens et alliances politiques entre certains secteurs et l'État.

Pourquoi amener ce concept de capital social dans les AMP ? La réponse se trouve une fois de plus dans la nature des droits

de propriété au sein des AMP. Lorsqu'on installe une AMP par-dessus une pêcherie gérée de façon traditionnelle, on estime d'emblée que les pêcheurs se conduiront bien et s'arrangeront avec les nouveaux utilisateurs de la ressource, c'est-à-dire les entreprises touristiques dans l'étude de cas sur le Mozambique. Il est entendu que les pêcheurs seront indemnisés pour la perte de leurs droits de pêche situés dans le périmètre de l'AMP et qu'ils respecteront en retour son règlement et les intérêts des nouveaux utilisateurs. Mais les choses ne se passent pas ainsi, parce que réunir des gens et parlementer pour parvenir à un accord, cela a un coût, un « coût de transaction », qui peut être réduit quand il y a des niveaux élevés de capital social entre les utilisateurs de la ressource. Souvent, il est difficile de parvenir à un accord pour des raisons de langues et de perceptions culturelles, et c'est normalement les pouvoirs publics qui se chargent de la chose. Mais les capacités et les ressources de l'État sont limitées, et ces négociations peuvent concerner plusieurs ministères, ce qui ouvre parfois la porte à la corruption, les représentants du gouvernement défendant alors leurs intérêts personnels plutôt que ceux des pêcheurs locaux.

Le problème de l'indemnisation et du marchandage devient plus compliqué à mesure que s'accroît le nombre d'utilisateurs



Source : Google Earth

Les AMP, comme celles qui sont localisées sur cette carte, peuvent parfois aider les communautés de pêcheurs à améliorer la gestion de leurs pêcheries

Caractéristique comportementale	Indicateurs de capital social
Coopération	Un dispositif est officiellement prévu pour des contacts entre les divers utilisateurs de la ressource à l'intérieur de l'AMP (petits pêcheurs, entreprises touristiques) et ses structures gestionnaires  Le groupe qui gère l'AMP représente tous les utilisateurs de la ressource à l'intérieur de l'AMP (pêcheurs, Ong, secteur privé, organismes publics concernés)
Respect de la réglementation	La réglementation de l'AMP pour la pêche tient compte des connaissances et règles traditionnelles  La réglementation de l'AMP est adoptée par les pêcheurs selon les pratiques traditionnelles et entérinée par les institutions communautaires  Les mécanismes de régulation de l'AMP incluent les pêcheurs, les Ong, le secteur privé et les organismes publics concernés, et aussi les organisations de pêcheurs traditionnelles
Négociations	Les droits de pêche à l'intérieur de l'AMP sont assurés par des appuis politiques et maintenus grâce à des alliances stables avec l'État  Les communautés de pêcheurs reconnaissent les droits des nouveaux venus (entreprises touristiques) dans la pêche  Les nouveaux venus (entreprises touristiques) reconnaissent les droits de pêche des utilisateurs précédents (petits pêcheurs) de la zone concernée
Répartition des avantages	La concurrence entre les divers utilisateurs de la ressource débouche sur des actions/activités en commun qui profitent à tous  Accord sur les avantages de l'AMP qui sont partagés entre les divers utilisateurs de la ressource
Indemnisation	Les négociations sur les indemnités impliquent l'État et tous les usagers de la ressource qui ont des droits dans l'AMP, y compris ceux qui ont des droits de pêche temporaires

qui revendiquent un droit sur les ressources naturelles situées dans l'AMP. L'étude de cas sur le Mozambique prend en compte deux catégories d'utilisateurs : les petits pêcheurs et les entreprises touristiques, mais dans beaucoup de régions côtières il peut y en avoir d'autres. Faire intervenir le concept de capital social est intéressant parce que cela oblige à considérer aussi les alliances politiques, qui devraient être établies à tous les niveaux de la gouvernance pour assurer le bon fonctionnement de l'AMP. Au Mozambique, la société qui gère l'AMP privée, avec droits sur les ressources marines pendant 99 ans, a établi de solides contacts politiques au plus haut niveau du gouvernement mais n'a pas fait la même chose au niveau local. Il s'ensuit que les pêcheurs du coin ne tiennent pas compte des règles fixées par la gestion privée de l'AMP, sachant que leurs actions ne seront pas sanctionnées par les services locaux de l'Administration. En matière d'application de la réglementation, il y a donc eu des conflits et des représailles de la part de l'État et de la société gestionnaire. Le coût de la surveillance à l'intérieur du périmètre a ainsi forcément augmenté.

Le capital social n'est pas le seul facteur qui détermine la durabilité des ressources naturelles dans une AMP ; d'autres facteurs politiques, économiques et naturels ont une

grande influence dans ce domaine. Mais les AMP, qui sont des droits de propriété, représentent assurément une série de relations entre les divers utilisateurs de la ressource, et si ces relations ne peuvent être maintenues, les AMP courent à l'échec, et vient alors l'épuisement de la ressource. Dans la pratique, ce capital social ne peut se mesurer directement ; il doit être évalué en ayant recours à des critères indicatifs.

Le tableau ci-dessus présente certains des critères qui ont servi à identifier les niveaux positifs de capital social dans l'étude sur le Mozambique. Ils peuvent être utilisés comme guide ou check-list pour des communautés qui auraient l'intention d'améliorer la gestion de leurs pêcheries et d'attirer des activités touristiques.

### Respect de la réglementation

Dans le tableau, on trouve le problème de l'observation des règles de l'AMP que l'on peut illustrer, à partir du cas du Mozambique, par les différentes approches adoptées pour gérer la question des règles traditionnelles de la pêche locale. Les régimes de gestion dans les AMP ne reconnaissent pas les règles traditionnelles de la pêche, ce qui a conduit à des conflits et à une mauvaise observation du règlement de l'AMP. Dans les zones de libre accès à l'extérieur de l'AMP, la réglementation traditionnelle est reconnue

par les pouvoirs publics et est intégrée dans diverses initiatives de cogestion. Il s'agit de mettre en œuvre des mesures de gestion des pêcheries qui ne coûtent pas cher, et il y a aussi une période de fermeture pour la pêche à la senne de plage et une interdiction de pêcher les jours de fête religieuse. Les règles sont entérinées par la communauté lors de cérémonies collectives

**Il serait bon cependant qu'on en sache plus sur le contexte, qu'on comprenne mieux l'environnement dans lequel s'installera l'AMP.**

et entrent dans la législation officielle. Cette façon de faire a permis d'obtenir un bon respect des règles traditionnelles et de celles de l'État (immatriculation des bateaux et permis par exemple). Cela a aussi incité certains entrepreneurs à utiliser la même méthode pour limiter la pêche en face des hébergements pour touristes. Ces arrangements ne font pas partie du fonctionnement interne des AMP ; ils ont été conclus avec les pêcheurs comme des règles traditionnelles au cours de célébrations collectives auxquelles participaient des représentants d'entreprises touristiques. Ces arrangements fonctionnent grâce à des contacts qui sont mutuellement profitables, les établissements pour touristes fournissant, par exemple, un transport par bateau à la

communauté concernée en échange du respect de la nouvelle réglementation par les pêcheurs.

Pour des décideurs politiques et des agences extérieures (Ong, groupes écologistes internationaux...), les AMP apparaissent peut-être comme un remède miracle pour la préservation des ressources naturelles. Il serait bon cependant qu'on en sache plus sur le contexte, qu'on comprenne mieux l'environnement dans lequel s'installera l'AMP. Il faut recentrer son attention, s'écarter un peu des questions de bornage, de périmètres pour essayer de comprendre aussi les réalités sociales, écologiques et politiques de l'endroit. Et cela implique, avant toute attribution d'AMP, un regard critique sur les relations entre les divers utilisateurs actuels de la ressource, l'État et les intérêts étrangers. Et il est indispensable de s'interroger sur la nécessité de passer par l'attribution d'une AMP pour assurer la durabilité d'un environnement. Il serait peut-être tout aussi efficace d'investir dans le développement des relations entre les divers utilisateurs de la ressource et l'État, qui constituent les fondations d'une meilleure gestion de la pêche côtière. 3

CORNELIE QUIST



Bateaux pêchant en couple devant la pointe de Barra, Mozambique.  
Ceux qui perdent leurs droits de pêche à l'intérieur d'une AMP doivent être indemnisés.

**Pour plus d'information**



[www.wiomsa.org](http://www.wiomsa.org)

**Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA)**

[icsf.net/icsf2006/jspFiles/eastAfrica/index.jsp](http://icsf.net/icsf2006/jspFiles/eastAfrica/index.jsp)  
**Afrique de l'Est : Point de vue de la pêche artisanale**

[fr.wikipedia.org/wiki/Capital\\_social\\_\(sociologie\)](http://fr.wikipedia.org/wiki/Capital_social_(sociologie))

**Le capital social**